

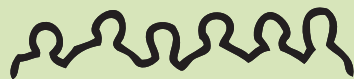


La Soupe au caillou

Par l'équipe du Collectif

Numéro 365

13 décembre 2012



Bougeons!

Campagne pour l'humanisation des centres locaux d'emploi (CLE)

La Coalition pour l'accessibilité aux services des centres locaux d'emploi (CASC) fait campagne pour sensibiliser les députéEs aux nombreux problèmes auxquels se heurtent les personnes assistées sociales et les personnes sans revenu.

Les personnes assistées sociales ont en effet toute la misère du monde à rencontrer l'agentE responsable de leur dossier, ou même simplement à lui parler au téléphone. De plus, depuis l'abolition des entrevues individuelles lors d'une première ou d'une nouvelle demande d'aide sociale, les personnes sans revenu sont laissées à elles-mêmes devant un questionnaire complexe et une liste de documents à fournir, souvent difficiles à obtenir. Résultats : des délais interminables et une augmentation du taux de refus des demandes d'aide sociale.

Déjà, plus de 131 lettres ont été envoyées à une majorité des députéEs de l'Assemblée nationale. Une lettre-type circule à travers les réseaux citoyens. Il est possible de l'obtenir en écrivant à info@coalition-cascquebec.org ou en téléphonant au (514) 738-6385. Il reste encore deux semaines pour agir!

Lors de la dernière campagne électorale, la députée Agnès Maltais, maintenant ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, s'est engagée « à tout mettre en œuvre pour mettre fin au problème de l'accessibilité à l'aide sociale ». Le temps presse. Cruellement.

Budget et crédits 2013-2014

Trop de pilules difficiles à avaler!

Au lendemain du dépôt du budget du Québec 2013-2014, les membres de l'R des centres de femmes du Québec ont tenu une action pour exprimer leur indignation et leur colère à l'endroit du ministre des Finances, Nicolas Marceau. Selon elles, le budget qu'il venait de déposer trahit les femmes, les plus pauvres de la société et la classe moyenne. Sous le thème « La pilule est dure à avaler », elles et leurs alliées se sont prêtées à un *die-in*, afin de dénoncer le maintien de la contribution santé. Ce maintien n'est malheureusement pas la seule pilule difficile à avaler de ce premier budget du gouvernement de Pauline Marois.

Des promesses rompues

À la lecture de ce budget, une question s'impose : mais où se cache donc le Parti québécois de la dernière campagne électorale? De nombreux engagements ayant contribué à son élection en septembre dernier sont littéralement bafoués. En plus de la

contribution santé qui est modulée plutôt qu'abolie, la mise en place, telle qu'annoncée, d'un palier d'imposition supplémentaire est absente. Aucune redevance supplémentaire sur les ressources naturelles n'est prélevée et le gel des tarifs d'électricité a été abandonné.

La réalisation de ces promesses ont été remplacée par un resserrement des dépenses (sauf dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la culture et des communications), par une augmentation des taxes sur les cigarettes et l'alcool, par un congé fiscal pour les grands investissements et par un nombre stupéfiant d'annonces à venir et de comités de réflexion concernant l'exploitation des ressources non renouvelables, le financement de l'éducation supérieure, le tourisme, une politique énergétique, la souveraineté alimentaire, une loi-cadre pour l'économie sociale et les retraites. Avec autant d'inconnu, il est à se demander ce qui a poussé le gouvernement à déposer un budget si

(suite en page 3...)



Photo : L'R des centres de femmes du Québec

Tournée : Capitale-Nationale, Centre-du-Québec et Mauricie ...pages 2 et 4

Le B.S. : mythes et réalités ...page 3

Communiqué : les partis interpellés pour les dix ans de la Loi ...page 5

Au Québec, 750 000 personnes ne couvrent pas leurs besoins de base

UN SCANDALE QU'ON NE PEUT PLUS IGNORER

Centre-du-Québec
12 et 13 novembre

Le buffet des inégalités



Après les régions de l'Estrie, du Bas-Saint-Laurent et de Québec, la tournée du Collectif a fait halte dans le Centre-du-Québec les 13 et 14 novembre.

Le premier soir, une vingtaine de personnes ont assisté, à Nicolet, à une présentation sur l'état de la pauvreté au Québec. Le lendemain, à Victoriaville, des échanges avec des membres du Collectif de lutte à la pauvreté Centre-du-Québec ont permis d'en savoir un peu plus sur les réalités de la pauvreté propres à cette région. Notamment que certaines dispositions de la réforme de l'assurance-emploi sont déjà appliquées là-bas et que leurs impacts commencent à se faire sentir chez les groupes, lesquels anticipent une augmentation des demandes d'aide sociale et de paniers alimentaires. Une discussion a aussi eu lieu sur les pratiques AVEC. Les gens se sont exprimés à leur sujet sous deux angles : d'abord, en quoi améliorent-elles la lutte à la pauvreté au sein du Collectif et des collectifs régionaux et, ensuite,

(suite en page 4...)

Capitale-Nationale — 8 novembre

Le politique et ses défis

Dans le cadre de la tournée *Un SCANDALE qu'on ne peut plus ignorer*, Serge Petitclerc, porte-parole du Collectif a prononcé une conférence à Québec le 8 novembre dernier, dans l'amphithéâtre de l'École nationale d'administration publique (ENAP), sous le thème *La pauvreté dans tous ses états*.

L'importance du politique

Il a évidemment été question de ce que signifiait « vivre dans le rouge », des mythes et des réalités entourant la pauvreté, de l'histoire des luttes sociales et des solutions pour mettre fin à la pauvreté au Québec. Lors de la période d'échanges, la quarantaine de personnes présentes ont montré un grand intérêt pour tout ce qui touche la sphère du politique. En effet, le dixième anniversaire de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, la nouvelle conjoncture parlementaire découlant de l'élection générale de septembre, l'importance d'agir sur les causes et les mécanismes qui entretiennent la pauvreté et l'apport des mouvements sociaux dans la construction d'un rapport de force susceptible de générer des gains : ce sont tous des sujets qui ont été au cœur des discussions.



Un défi de taille

De l'avis de plusieurs, le grand défi des organisations sociales est de rejoindre la classe moyenne et de la convaincre du bien-fondé de la lutte à la pauvreté, malgré la montée de l'individualisme. Le défi est de taille.

Je remarque qu'on s'enfonce de plus en plus dans les sables mouvants. Ça devient de plus en plus cher. La nourriture augmente, les vêtements augmentent, tout augmente, sauf les chèques d'aide sociale, sauf peut-être de 10 \$. Et il faut le mettre sur les augmentations !

Monique,
militante de Québec

(...suite de la page 1)

rapidement, à part le seul calcul politique et la volonté de rassurer les marchés et les entreprises, leurs représentantEs étant, d'ailleurs, à peu près les seulEs à bien accueillir ce budget.

Peu de nouveau sous le soleil

Il y a peu de choses à retenir sous l'angle de la lutte à la pauvreté, aux inégalités et aux préjugés. À l'exception du financement de 28 000 nouvelles places en garderie et la construction – insuffisante – de 3000 logements abordables, ce budget ne contient rien de véritablement concret à se mettre sous la dent. Plusieurs aberrations, comme le détournement des pensions alimentaires, demeurent et certaines mesures promises, comme une politique globale en itinérance, ne font l'objet d'aucune planification budgétaire. Bref, ce budget présente peu d'avancées vers une plus grande justice sociale et économique. Il n'est pas étonnant que plusieurs commentateurEs l'aient inscrit en droite continuité avec les budgets du gouvernement précédent.

Les crédits : l'austérité étalée

En entrevue à l'émission *Pas de midi sans info* jeudi dernier, le président du Conseil du trésor, Stéphane Bédard, a bien résumé, à l'occasion du dépôt des crédits 2013-2014, ce qui attend les QuébécoiSEs pour les dix-huit prochains

mois : l'austérité. À propos de la croissance des dépenses de programmes, le député de Chicoutimi a affirmé qu'on « revient aux cibles qui étaient prévues. Le 1,8 %, c'est l'ancien gouvernement qui le fixait. Sauf que si on avait maintenu la façon qu'il dépensait, on aurait eu 2,8 milliards de déficit, imaginez-vous ! »

¹. L'actuel gouvernement a décidé d'appliquer encore plus fort la médecine prescrite par le précédent. Une médecine dure, celle d'un retour précipité à l'équilibre budgétaire, qui, seulement au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), l'un des ministères les plus touchés, entraîne des coupes de 16 millions de dollars en fonctionnement, de 55 millions dans les mesures d'aide à l'emploi et de 50 millions à l'aide financière de dernier recours.

Quelle manœuvre possible ?

Cette amputation de 121 millions de dollars serait justifiée par une baisse du nombre de prestataires à l'aide sociale. Rappelons qu'une telle baisse n'est pas synonyme d'une baisse du nombre de personnes pauvres. Par ailleurs, tous les gouvernements ne cessent de répéter, et ce, depuis longtemps, que l'emploi est la voie royale pour sortir de la pauvreté ; comment alors expliquer que le nouveau gouvernement diminue son soutien sur ce plan ? D'autant plus qu'il est inscrit en toutes lettres dans la documentation budgétaire que la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Agnès

Maltais, travaille actuellement à repenser le soutien offert aux personnes en situation de pauvreté, « notamment les personnes seules, afin de s'assurer qu'elles disposent des ressources minimales pour participer activement à la vie sociale et économique du Québec » (*Investir pour assurer notre prospérité*, page 76). Aucun détail concernant cette « réforme » n'est disponible, mais la ministre semble y tenir mordicus. Malgré toute sa bonne volonté, il est possible de s'interroger sur la marge de manœuvre que lui réservent ses collègues, ainsi que sur les moyens dont elle disposera véritablement pour mettre ses nouvelles orientations en œuvre.

Une leçon

Depuis le 4 septembre, les rapports entre le nouveau gouvernement et les mouvements sociaux québécois étaient empreints de méfiance. Les promesses rompues du dernier budget l'ont éveillée davantage. Oui, il y a de belles paroles et de bons écrits ; mais, pour l'instant, les actes inquiètent plus qu'ils ne rassurent. En fait, sur le plan social, les seulEs gagnantEs sont probablement les étudiantEs québécoiSEs : l'annulation de la hausse des droits de scolarité a été maintenue et ceux-ci sont gelés jusqu'au Sommet sur l'éducation, en février. De ce gain, il y a sûrement une leçon à tirer, leçon qu'il est possible de résumer ainsi : seule la lutte paie.

¹ Émission du jeudi 6 décembre 2012, disponible au

Le B.S. mythes et réalités

GUIDE DE
CONSCIENTISATION

Par Marc-André DENIGER

2^e édition 2012

Conseil canadien de développement social
Front commun des personnes assistées sociales

Le B.S. mythes et réalités

Un guide essentiel

Au Québec, comme partout ailleurs en Occident, la lutte à la pauvreté se heurte au mur des préjugés. Les personnes en situation de pauvreté nous ont fait découvrir comment elles en sont affectées dans leur quotidien : souffrance, exclusion, atteinte à la dignité, perte d'estime de soi, projets entravés, déni de leurs droits. L'action collective avec d'autres militants et militantes a aussi permis de réaliser l'ampleur des conséquences sociales et politiques des préjugés : intégration du discours sur les aptitudes à l'emploi, décisions politiques discriminantes, justifications des inégalités, maintien du statu quo.

Il y a plus de 20 ans, le Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ) et le Conseil canadien de développement social (CCDS) commandaient une recherche qui a donné naissance à un guide de conscientisation. Solidement ancré dans la réalité des personnes assistées sociales, nourri de l'action des organismes de défense des droits, le document s'est mérité une large diffusion dans les années qui ont suivi sa publication.

Vous trouverez une réédition légèrement remaniée du guide sur le site du Collectif, au www.pauvrete.qc.ca/?Le-B-S-mythes-et-realites-2e. À lire ou relire !

(...suite de la page 2)

UN SCANDALE QU'ON
NE PEUT PLUS IGNORER

comment pourrait-on les améliorer.

Par la suite, le Collectif de lutte à la pauvreté Centre-du-Québec a offert un buffet des plus originaux : le buffet des inégalités. En reprenant l'idée et l'esprit du jeu *Sur la corde raide*, chacune des quelques trente personnes présentes incarnait un personnage, auquel correspondait un montant alloué pour sa nourriture. Pour pouvoir manger, les gens devaient payer. TouTEs n'ayant pas le même

montant à dépenser, touTEs n'ont pas mangé les mêmes choses. Ainsi, certainEs n'ont pu s'acheter qu'un demi-sandwich sans croûtes, un œuf et des croustilles, tandis que d'autres avaient en leur possession des assiettes remplies d'aliments diversifiés. Une personne a dit : « Dans le fond, l'exercice qu'on a fait, c'est comme dans notre société : tous les sous sont là pour répondre aux besoins de tout le monde. C'est la redistribution qui est le problème. »

À l'occasion d'une conférence de presse à Victoriaville, la traditionnelle pochette pour les médias avait été remplacée par une enveloppe brune, synonyme de scandale par les temps qui courent.

Mauricie — 23 novembre

Faire voir la lutte de l'intérieur



C'est à l'invitation du Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire (COMSEP) qu'une centaine de personnes se sont déplacées à Trois-Rivières, le 23 novembre dernier, pour participer à une journée de conscientisation et de mobilisation concoctée par le Collectif dans le cadre de sa tournée.

Cette journée a débuté avec une conférence de presse. Une quinzaine de personnalités publiques provenant des milieux politique, médiatique, scolaire, des affaires et de la santé et des services sociaux y ont assisté. Après la conférence, elles ont été conviées à participer à une version adaptée du jeu *Sur la corde raide*, ce qu'elles ont accepté de faire.

Ces personnalités ont tenté, tant bien que mal, de survivre un mois avec un budget insuffisant pour couvrir les besoins de base.

À un moment donné, l'une d'elles s'est exclamée : « Quoi, les frigos sont pas fournis dans les HLM?!? ». Eh non ! À la fin, les deux éluEs ont été invitéEs à garder en tête cette expérience lorsqu'ils auront à prendre des décisions qui pourraient avoir des conséquences sur les personnes en situation de pauvreté.

Les escaliers roulants

Cet atelier a traité des mécanismes de production et de reproduction des inégalités socioéconomiques. Les participantEs se sont vite renduEs compte que les revenus ne suivent pas l'augmentation du coût de la vie.

Les préjugés

Cet autre atelier a débuté avec une activité sur les étiquettes, pour faire prendre conscience

que beaucoup de décisions sont fondées sur les préjugés. Après une exploration sur les préjugés véhiculés spécifiquement à l'endroit des personnes en situation de pauvreté, les participantEs ont réfléchi à leurs conséquences individuelles et collectives, aux rapports de pouvoir qui les sous-tendent ainsi qu'aux manières de lutter pour les dépasser.

Faire voir la lutte de l'intérieur

Les participantEs ont semblé avoir apprécié leur journée. CertainEs ont toutefois déploré que les personnalités du matin ne soient pas restées pour les ateliers, en rappelant que pour que ces gens deviennent de véritables alliés dans la lutte à la pauvreté et aux préjugés, il faut leur faire voir celle-ci de l'intérieur.



Temps des Fêtes

Prenez note que les bureaux du Collectif seront fermés à compter du 21 décembre et qu'ils rouvriront le 7 janvier. L'équipe de travail profite de l'occasion pour vous souhaiter un joyeux temps des Fêtes et vous offrir ses meilleurs vœux pour la nouvelle année !

Dixième anniversaire de l'adoption
de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*

Les partis politiques invités à présenter un bilan

Québec, 4 décembre 2012 – À quelques jours du dixième anniversaire de l'adoption de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le Collectif pour un Québec sans pauvreté invite les quatre partis politiques siégeant à l'Assemblée nationale du Québec à présenter un bilan de l'application de cette loi. Il les invite également à faire connaître leurs perspectives en matière de lutte à la pauvreté, aux inégalités et aux préjugés pour les prochaines années.

Le 13 décembre prochain marquera en effet le dixième anniversaire de l'adoption, à l'unanimité, de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale par l'Assemblée nationale du Québec. D'ici là, le Collectif encourage le Parti québécois, le Parti libéral du Québec, la Coalition avenir Québec et Québec solidaire à effectuer un bilan de son application. « Cette loi vise à guider le gouvernement et la société québécoise dans leurs actions afin de tendre, ultimement, vers un Québec sans pauvreté. Il est plus que souhaitable que tous les partis rendent publique leur appréciation du chemin parcouru depuis 2003 », d'affirmer Serge Petitclerc, porte-parole du Collectif. C'est également une opportunité pour eux de faire connaître leurs perspectives. « Il y a eu des avancées à certains égards, mais aussi des reculs et des lacunes. Il est donc impératif que les partis fassent connaître ce qu'ils entendent faire pour corriger et améliorer la situation. Le Collectif veut connaître leur vision », d'ajouter M. Petitclerc.

Par ailleurs, une véritable collaboration entre tous les partis est indispensable pour éliminer un fléau de l'ampleur de celui de la pauvreté. « Pour cette raison, le Collectif suggère aux formations politiques de mettre de côté la joute partisane afin que l'exercice qu'il propose se révèle profitable pour touTEs, l'idée étant d'établir les constats les plus clairs possible sur la situation de la pauvreté et des inégalités au Québec », d'insister M. Petitclerc. Rappelons que le 22 novembre 2000, des députéEs des trois partis politiques qui siégeaient alors à l'Assemblée nationale avaient accepté de déposer conjointement la pétition Éliminer la pauvreté, c'est possible et nous le voulons, signée par plus de 200 000 personnes. Cet exercice avait pavé la voie à l'adoption unanime de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. « Dans le même esprit, l'heure n'est pas à l'affrontement politique, mais bien à l'atteinte d'une plus grande justice sociale et économique pour touTEs », de conclure M. Petitclerc.

À noter : le Collectif profitera de la journée anniversaire du 13 décembre pour dresser son propre bilan de l'application de la loi et réagir aux interventions des quatre formations politiques.

La publication de *La Soupe au caillou* est rendue possible grâce à la contribution financière du Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert (CAPMO)



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165, de Carillon, local 309, Québec (QC), G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740 / Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca